

## Pour une agriculture sans élevage, pour un projet mondial non spéciste

Yves Bonnardel

*Cet article a été écrit pour être publié dans l'édition anglaise du bulletin du réseau Reclaim the Fields, réseau international de luttes paysannes libertaires et anticapitalistes. Il n'a finalement pas été traduit et n'a été publié que dans l'édition française du printemps 2012, suivi d'un texte de réponse intitulé « Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXI<sup>e</sup> siècle » (qui en se référant aux arguments de Jocelyne Porcher hélas fait l'impasse sur le sujet essentiel du texte, à savoir que l'exigence morale implique que nous abolissions l'exploitation animale). Mon article est publié ici avec quelques améliorations de style, qui ne modifient en rien les idées développées dans le texte original.*

Yves Bonnardel

Les animaux sont sentients, comme les humains : ils ressentent des sensations, éprouvent des désirs, manifestent des préférences, accordent du prix à ce qui leur arrive. Ils ont une subjectivité, et, de ce fait, des intérêts propres.

Ils sont les premières victimes de notre civilisation spéciste, industrielle et capitaliste. Dans le monde, chaque année, nos sociétés massacrent au moins 60 milliards d'animaux vertébrés terrestres, et sans doute plus de mille milliards de poissons (pour qu'ils nous servent de nourriture).

Leurs intérêts fondamentaux à vivre, et à vivre bien, sont foulés aux pieds pour satisfaire des besoins généralement frivoles.

Le mouvement pour l'égalité se fonde au contraire sur le principe suivant :

Les intérêts d'un animal, à ne pas souffrir et à vivre une vie heureuse et satisfaisante, importent autant, moralement, que les intérêts équivalents d'un humain.

L'appartenance à l'espèce humaine ne confère aucune dignité particulière, ni ne donne en soi de droits particuliers. L'être humain n'est pas issu d'un acte divin de création séparée ; aucune différence « ontologique » fondamentale ne peut être liée à la notion d'espèce. L'espèce, pas plus que le sexe ou la race, n'est une catégorie éthiquement pertinente. Les caractéristiques traditionnellement associées en propre à l'espèce humaine, à savoir l'intelligence, la raison, la liberté, la capacité d'abstraction, la conscience de soi, etc. ne constituent pas non plus des critères justifiant une discrimination. L'oppression des non-humains n'est pas défendable moralement ; les arguments utilisés ne sont pas justes, ils ne sont ni logiques ni rationnels, et ne tiennent pas non plus compte de la réalité aujourd'hui connue de la sentience de nombreux animaux. Le spécisme, c'est-à-dire la discrimination fondée sur l'espèce, est donc à combattre.

L'égalité, qui s'oppose à la discrimination, exige d'accorder aux intérêts de tout individu sentent la même considération et, si on fonctionne dans un système social fondé sur le droit, de reconnaître les droits qui découlent des besoins de chacun. La conscience éthique dont sont capables la plupart des humains est source pour eux-ci non de droits et de privilèges, mais de devoirs.

Il n'y a aucune raison juste de refuser de prendre en compte les intérêts des autres animaux, ce qui ne signifierait rien d'autre que vouloir continuer à les opprimer, ou bien considérer cyniquement qu'ils ne nous aideront jamais à faire la révolution.

Or, les animaux restent les laissés-pour-compte des mouvements paysans. Si l'on s'indigne des élevages industriels, la légitimité de l'élevage n'est pas remise en cause. Certes, l'immense majorité des victimes le sont de méthodes industrielles. Cela ne rend pas les méthodes « traditionnelles » justes pour autant. Les anciens modes d'exploitation sont moins efficaces et de ce fait moins monstrueux, ils n'en sont pas pour autant moraux. Une exploitation « fermière », « paysanne », « traditionnelle », « respectueuse », « plein air » ou « extensive » ne peut être justifiée du seul fait qu'elle serait moins inacceptable que

l'horreur absolue – l'industrie moderne des chairs. Tant qu'on n'a pas infirmé l'idée d'égalité au niveau éthique, je ne vois pas comment on peut justifier d'exploiter à mort quelque être sentent que ce soit ; si on met en balance ses intérêts, qui sont des intérêts fondamentaux, à vivre et à vivre bien, avec nos intérêts d'humains carnistes, la décision morale est claire : d'un point de vue physiologique, nous n'avons pas besoin de viandes ni de poissons, ni de « sous-produits » animaux comme les oeufs ou les laitages<sup>1</sup>. Bien sûr, nous sommes très attachés à ces produits : une raison importante est qu'ils symbolisent notre position extraordinaire dans « le vivant », notre statut hors-pair, de membres de l'espèce supérieure<sup>2</sup>. Ce sont des symboles de notre domination. Cela ne constitue pas une raison suffisante pour continuer le massacre, bien au contraire. L'exploitation des animaux pour leur chair n'est rien d'autre qu'un caprice de notre part.

Fruit d'une exigence nouvelle de justice qui émerge à l'échelle de la planète entière, se développe dans de nombreux pays un mouvement pour l'abolition de la viande : un mouvement pour l'abolition de tous les produits de l'élevage, de la chasse et de la pêche<sup>3</sup>. Nous ne pouvons pas faire comme si nous ne savions pas, et rester sur des positions réactionnaires et oppressives.

---

1. Cf. la position de l'ADA, l'Association Américaine des Diététiciens, qui regroupe 70 000 praticiens : « Les régimes végétariens (y compris le végétalisme) menés de façon appropriée, sont bons pour la santé, adéquats sur le plan nutritionnel et bénéfiques pour la prévention et le traitement de certaines maladies ». Cette position de l'ADA a été réaffirmée en 2009 (<http://www.alimentation-responsable.com/position-ADA-2009>) ; elle est bien différente de ce qu'affirme le Programme National Nutrition Santé de l'État français.

2. Cf. Yves Bonnardel, « La consommation de viande en France : contradictions actuelles », in *Cahiers antispécistes* n°13, 1995.

3. Cf. le site <http://meat-abolition.org>.

Ceci dit, je perçois trois types de problèmes cruciaux qui nous gênent pour envisager un monde sans exploitation animale. Pourtant, s'ils constituent des défis majeurs et rendent plus malaisée une évolution vers un monde égalitaire, ils n'ont pas le pouvoir de remettre en cause le bien-fondé de la position égalitariste.

Premièrement, à l'heure actuelle, pour de nombreux paysans de pays pauvres, l'élevage de cochons, de chèvres, de vaches et de « volailles », ou bien encore la pêche, fournissent un complément alimentaire très important, qu'on ne peut sous-estimer. De même, l'abandon de l'exploitation animale pourrait signifier la disparition de la paysannerie de montagne ou d'autres zones arides où l'élevage traditionnellement permet aux populations de survivre ou en tout cas de se maintenir.

Un problème d'un autre ordre se pose du fait des ravages causés aux cultures par les « nuisibles » et autres « ravageurs », qui pourraient parfois vraiment remettre en question nos possibilités de survie si nous renoncions à les combattre. Même s'il devait apparaître que les insectes ne sont pas des êtres sentients (ce dont je doute : je pense qu'ils sont capables eux aussi, sans doute à des degrés divers, de ressentir des sensations), resterait encore l'immense problème de la concurrence des oiseaux, des campagnols et autres indésirables – indésirables du point de vue de tout paysan.

Troisièmement, si nous n'avons nul besoin de consommer les produits de la domination, et qu'il s'agit en fin de compte de pratiques gratuites de notre part, nous avons peut-être par contre besoin d'autres types de produits d'origine animale pour

envisager une agriculture autonome, durable, qui n'épuise pas les sols. En effet, actuellement la plupart des pratiques culturelles qui se passent d'engrais « chimiques » (qui consomment beaucoup de pétrole) font massivement appel à des intrants d'origine animale, qu'il s'agisse de fumiers et purins, voire de plumes de volailles ou d'os broyés, de sang séché, etc. Notre agriculture paysanne actuelle peut difficilement se passer de tels intrants. De même, la grande majorité des agricultures paysannes des pays pauvres nécessitent l'exploitation de la force de travail d'animaux de trait.

Ça fait beaucoup de contre-indications.

Mais je pense que si ce sont des problèmes très réels et très importants, on ne peut néanmoins en prendre prétexte pour considérer les animaux comme ne pouvant être pris en compte, et en tout cas encore moins comme ne devant pas l'être.

Dans bien des cas, nous n'avons pas de solutions éthiquement correctes pour nous sauver des campagnols, sans parler des criquets. Nous ne savons pas systématiquement comment remplacer les sous-produits de l'élevage pour produire sans intrants agro-industriels. Nous n'avons pas encore les ressources de solidarité internationale pour épauler les paysanneries des pays pauvres dans leur effort pour renoncer à l'élevage (en admettant qu'elles entreprennent un jour une telle révolution). Soit. Mais quand il s'agit de questions morales fondamentales, la question première doit rester la question morale. S'il s'agissait d'esclaves humains de l'exploitation desquels nous ne voyions pas comment nous passer pour produire tel ou tel bien, aus-

si important soit-il, en tirerions-nous la conclusion qu'on ne peut pas, et ne doit pas, remettre en question l'esclavage ? En fait, il nous faudrait d'abord délibérer quant à notre droit moral de continuer à exploiter ces esclaves, puis ensuite seulement considérer les conséquences pratiques qui en découlent. L'idée d'égalité est une idée forte, une idée fondamentale, sur laquelle on ne peut faire l'impasse. Nous n'avons pas à partir de ce qui est (l'ordre social ou « la nature », par exemple) pour juger de ce qui doit être mais, à l'inverse, nous devons juger du monde tel qu'il est selon des critères moraux (qui doivent être logiques et, bien sûr, en accord avec les faits), et en tirer les conséquences que cela implique. Si l'autre est mon égal, si ses intérêts similaires aux miens sont aussi importants que les miens propres, alors je ne peux pas admettre l'esclavage, quel qu'en soit le prix pour moi. Je dois lutter pour son abolition. La question de comment continuer à produire sans le secours de l'institution de l'esclavage – quitte à modifier nos structures sociales, nos pratiques culturelles, etc. – vient après la délibération morale.

De la même façon, nous savons que du fait notamment de la domination masculine, dans les zones rurales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, les hommes vivent en moyenne quelques dix ans de plus que les femmes<sup>4</sup> : nous ne pouvons pas prendre prétexte de ce fait pour défendre le patriarcat ! A moins bien sûr que les solutions ne soient pires que le mal, l'éthique, et donc l'exigence de justice qui découle de la pé-

tition d'égalité, doivent primer sur toute autre considération et doivent mener à lutter contre la domination. Dans l'exemple ci-dessus, même si l'accession des femmes à un statut égalitaire devait entraîner une baisse de longévité et de « qualité de vie » des hommes, elle entraînerait un gain au moins équivalent pour les femmes et serait pour cela entièrement justifiée.

Nous avons tant et si bien intégré un spécisme extrême, fondateur de nos civilisations, que nous avons du mal à voir le lien avec ce qui précède... Pourtant, si des animaux batifolent sans scrupules dans nos cultures et causent des dégâts importants, nous n'avons pas pour autant le droit moral de les exterminer. Pourtant, si nous sommes aujourd'hui dépendants d'intrants agro-industriels, la nécessité de regagner notre autonomie ne nous autorise pas à le faire aux dépens d'autres êtres sentients que nous continuerions pour cela à tenir sous notre joug. Si certains humains voient leurs conditions de survie dépendre de l'exploitation animale, notre devoir moral est d'être solidaires avec eux afin qu'ils développent d'autres solutions.

La question première est éthique. Une fois la question tranchée, nous avons à trouver les réponses concrètes à apporter, qui sont d'ordre technique/social : d'ordre politique.

Les choix techniques doivent venir après les choix moraux. Une fois qu'on a résolu que l'esclavage est un crime, on ne peut plus raisonner comme suit : « Ah, mais si

---

4. Les femmes travaillent quotidiennement presque deux fois plus que les hommes ; un autre facteur de leur mortalité est lié aux enfancements et au manque d'hygiène, ainsi qu'à une nourriture insuffisante.

on abolit l'esclavage, comment pourra-t-on continuer à produire un coton bon marché ? » On se dit au contraire : « L'esclavage est un crime, il doit donc être aboli impérativement. Quel autre type de société vait-on donc mettre en place ? ». Il devrait en aller de même avec la question de l'exploitation animale.

Cela admis, le point fondamental de désaccord pourrait précisément être : la question animale, au niveau éthique, se pose-t-elle au même niveau qu'une question humaine ? Si la réponse est positive, alors il faut bel et bien opter pour une solution morale, et considérer ensuite quelles sont les conséquences et comment se débrouiller.

Or, je n'ai jamais lu ni entendu un argument convaincant – logique, rationnel – qui permette de considérer que l'intérêt d'un animal à ne pas souffrir serait moins à prendre en compte que le mien propre ou que celui de quelque autre humain que ce soit<sup>5</sup>. Ni que cette question serait moins importante que n'importe quelle question intra-humaine<sup>6</sup>. Quant au fait de tuer, si la question de fond me semble plus complexe, il reste que les raisons qui font que nous réprouvons le meurtre d'humains s'appliquent *également* à la plupart des autres animaux.



Photo : Jo-Anne McArthur / We Animals

Ensuite, si la lutte politique pour l'extension de la sphère de l'égalité au-delà de l'espèce humaine l'emporte, on peut très raisonnablement espérer que nombre des problèmes pratiques qu'on rencontre actuellement trouveront des voies de résolution. Des pistes plus ou moins travaillées existent déjà, ou se laissent deviner.

Concernant les intrants : ce n'est qu'à partir du XVII<sup>e</sup> siècle que l'agriculture européenne s'est fondée massivement sur l'élevage. Auparavant, elle faisait la part belle aux brûlis, aux jachères, à l'assolement biennal puis triennal pour entretenir la fertilité des sols... Aujourd'hui, nous pouvons par contre utiliser les rotations de cultures,

5. La littérature à ce sujet est immense ; les principaux théoriciens de l'égalité animale, ou des droits des animaux, sont anglo-saxons : Peter Singer, Thomas Regan, Steve Sapontzis, James Rachels... dont divers textes sont publiés en français dans les *Cahiers antispécistes*. Le principal opposant en francophonie est Luc Ferry, dont on pourra lire une réfutation des thèses dans « Luc Ferry ou le rétablissement de l'ordre », *Cahiers antispécistes* n°5, ou dans un ouvrage collectif paru sous le même titre aux éditions tchin party.

6. Cf. Steve F. Sapontzis, « La libération des animaux : ce dont il s'agit, ce dont il ne s'agit pas », *Cahiers antispécistes* n°5 (déc. 1992) ; un autre texte de fond est consacré à cette question : Paola Cavalieri, « Combien les animaux comptent-ils ? », *Cahiers antispécistes* n°2 (janvier 1992).

les mélanges d'espèces, des engrais verts importants et variés, les composts, les toilettes sèches et disposons désormais de nombreux autres atouts (facilités d'irrigation, pluralité des modes de cultures, grande diversité variétale, connaissance approfondie des écosystèmes et des possibilités d'associations de cultures, etc.) que ne pouvaient pas même envisager nos aïeux.

Les animaux ne produisent pas d'azote : ils le prélèvent sur des végétaux en les consommant et n'en restituent qu'une petite partie sous forme concentrée en excréments (c'est parce qu'elle est concentrée qu'on peut la récupérer si on restreint leurs déplacements) – le reste est perdu en énergie musculaire ou en chair et en os. On entend encore constamment les gens parler comme si les animaux étaient une source primaire de nourriture, oubliant qu'ils mangent les végétaux qu'on cultive pour eux (ou qu'ils pâturent). De fait, une grande part de l'agriculture correspond à la production forcée de plantes sélectionnées pour être riches en protéines, sur des sols saturés d'azote, pour compenser le fait que les animaux à qui on les donnera en « gaspillent » la plus grande partie. Lorsque l'exploitation d'êtres sensibles pour leur chair sera abolie, 70% des terres<sup>7</sup> dédiées à l'agri-

culture à l'échelle mondiale seront libérées pour une agriculture moins intensive, voire pour le monde sauvage<sup>8</sup>. Nos sociétés se sont encore très peu penchées sur la question : « Comment produire sans exploiter des animaux ? » – ce qui n'est pas étonnant tant qu'on est prêt à faire élever et tuer un être sentient pour le simple bon goût que laisse son corps mort dans la bouche – mais lorsque le mouvement prendra une réelle ampleur on peut être assuré que des innovations variées verront rapidement le jour. Certaines recherches sont déjà en cours, soit à titre militant (agriculture biovégane, par exemple, dans divers pays), ou bien à titre industriel (les recherches en grandes cultures bio sans intrants animaux, comme celles menées ces dix dernières années par Arvalis, Itab et la Chambre d'Agriculture de la Drôme, donnent des résultats très satisfaisants<sup>9</sup>).

Concernant ces concurrents que sont nos cousins sentients : je ne vais pas passer en revue les diverses solutions existantes, qui sont tout aussi innombrables que les cas particuliers posés – je n'en suis pas capable. A l'heure actuelle, peu de ces solutions prennent en compte les intérêts fondamentaux des animaux incriminés (à part

---

7. De même, toutes choses égales par ailleurs, la majorité des besoins actuels d'engrais et de pesticides disparaîtraient.

8. Cf. l'excellent dossier Viande.info sur les différents impacts de l'industrie de la viande à l'échelle mondiale : 33% des terres cultivables de la planète sont utilisées à produire l'alimentation des animaux d'élevage ; 26% de la surface des terres émergées non couvertes par les glaces est employée pour le pâturage. Au total, ce sont 70% des terres à usage agricole et 30% de la surface de la planète qui, directement ou indirectement, sont consacrées à l'élevage. » Cf. FAO, *L'Ombre portée de l'élevage*, 2009, p.xxi et p.305.

9. Itab (Institut technique de l'agriculture biologique), Arvalis-Institut du végétal, Ferme expérimentale d'Étoile sur Rhône et Chambre d'agriculture de la Drôme, « Bilan de dix années d'expérimentation en système biologique de grandes cultures sans élevage. Résultats technico-économiques, fertilité des sols et gestion des matières organiques », 2010, <http://www.itab.asso.fr/publications/actesjt.php> (grandes cultures).

les recours à des associations culturelles, à des végétaux ou autres produits répulsifs ou contraceptifs), et le problème reste souvent entier. Gageons là aussi qu'on développera de nombreuses solutions aujourd'hui inenvisageables le jour où ce seront des sociétés entières qui opteront pour une perspective de bienveillance et d'attention les uns aux autres, et qui consacreront temps et énergie à ce type de problèmes (dont la réelle importance morale sera alors reconnue).

Concernant les petites paysanneries qui survivent grâce aux produits de l'élevage ou qui se fondent sur le travail animal : n'oublions pas que les animaux qu'elles exploitent, eux, en souffrent et en meurent<sup>10</sup> ; d'autre part, s'il est bien évident que nous devons développer avec ces paysanneries une solidarité des luttes contre le système qui les plonge dans la misère, cette solidarité n'a pas à faire l'économie d'une critique du spécisme, n'a pas plus à se taire sur ce point que sur d'autres (l'existence d'un patriarcat rural extrêmement violent, par exemple). Une telle critique est délicate du fait que nous participons d'une position dominante sur l'échiquier économique mondial : nous sommes les héritiers des conquêtes coloniales, et des bénéficiaires indirects des politiques néocoloniales actuelles, celles-là même qui marginalisent et répriment/déciment ces paysanneries. Mais on n'a pour autant jamais respecté quiconque en

lui taisant nos différends, nos critiques. Et il s'agit ici d'une question morale fondamentale au même titre que l'esclavage humain ou l'appropriation patriarcale des femmes et des enfants.

Bref, pour résumer, on ne doit pas attendre d'avoir des résultats probants ou même des solutions envisageables dans tous les cas pour prendre acte du fait que l'exploitation animale lèse gravement les intérêts fondamentaux des animaux, n'est pas défendable moralement et doit donc être abolie au plus tôt, au même titre et pour les mêmes raisons que des systèmes d'exploitation intra-humains comme ceux que je mentionnais.

Notre horizon ne doit pas être un « retour en arrière », vers la paysannerie d'antan. Nos sociétés ont développé des ressources idéelles et matérielles gigantesques et, fin du pétrole ou non, nous ne construirons des mondes conviviaux, libertaires et égalitaires qu'en évitant de rejouer en farce le drame du passé. Les pratiques paysannes concrètes d'aujourd'hui doivent rompre impérativement avec les traditions de domination et d'exploitation – animale notamment. Sans quoi non seulement elles continueront à semer la souffrance et la mort, mais aussi contribueront à édifier un monde où l'on exploite par intérêt et où l'on tue et fait souffrir pour un oui ou pour un non. ■

10. Contrairement à ce que l'on souhaite souvent croire, les méthodes « traditionnelles » d'élevage peuvent être d'une grande brutalité. Cf. Charles Patterson, *Un éternel Treblinka. Des abattoirs aux camps de la mort*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, p. 19-28.